

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 341

[C - 98/16345]

1^{er} DECEMBRE 1998. — Arrêté royal portant exécution de l'article 74, § 1, 6^o, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, notamment l'article 74, § 1, 6^o inséré par l'article 28 de la loi programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 9 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les nouvelles missions du Fonds de Participation, insérées par l'article 28 de la loi programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999;

Que, afin de pouvoir réaliser effectivement ces nouvelles missions à partir de cette date, les préparations nécessaires doivent immédiatement être prises en vue de la collaboration avec les établissements de crédit;

Qu'il est, à cette fin, impératif que le contenu du contrat-modèle et du règlement général, visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, doivent être portés à la connaissance des institutions concernées sans plus attendre;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En ce qui concerne les missions du Fonds de Participation, visées à l'article 74, § 1, 6^o, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières :

— le contenu des conventions visées au dit article doit correspondre à la convention modèle, reprise à l'annexe I du présent arrêté;

— le contrôle financier, économique et technique doit se dérouler conformément au règlement général repris à l'annexe II du présent arrêté;

— l'intervention maximum du Fonds de Participation, visée à l'alinéa 2 de l'article précité est fixée à 1 500 000 francs.

Art. 2. L'article 28 de la loi programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, ainsi que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et Notre Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 99 — 341

[C - 98/16345]

1 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 74, § 1, 6^o, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op artikel 74, § 1, 6^o ingevoegd bij artikel 28 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 9 november 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd, op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe opdrachten van het Participatiefonds, ingevoegd bij artikel 28 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap in werking treden op 1 januari 1999;

Dat, teneinde die opdrachten met ingang vanaf die datum effectief te kunnen realiseren, onmiddellijk de nodige voorbereidingen moeten worden getroffen in verband met de samenwerking met andere kredietinstellingen;

Dat daartoe vereist is dat de inhoud van de modelovereenkomst en van het algemeen reglement, bedoeld in artikel 1 van dit besluit, onverwijld ter kennis worden gebracht van de betrokken instellingen;

Op voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met betrekking tot de, in artikel 74, § 1, 6^o van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen bedoelde opdrachten van het Participatiefonds:

— dient de inhoud van de in dat artikel bedoelde overeenkomsten overeen te stemmen met de modelovereenkomst die is opgenomen in bijlage I bij dit besluit;

— dient de financiële, economische en technische controle te verlopen overeenkomstig het algemeen reglement dat is opgenomen in bijlage II bij dit besluit;

— wordt de maximale tussenkomst van het Participatiefonds bedoeld in het tweede lid van voornoemd artikel vastgelegd op 1 500 000 frank.

Art. 2. Artikel 28 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, alsmede de bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 januari 1999.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Annexe I

Octroi de couvertures participatives sur prêts professionnels

CONVENTION

Entre le Fonds de Participation, constitué en établissement public par la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, ayant son siège à Bruxelles, Square du Bastion, 1A, représenté par ..., ci-après dénommé le Fonds,

Et..., ci-après dénommé L'Etablissement de Crédit,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Afin de promouvoir l'accès au marché des prêts professionnels pour les P.M.E, le Fonds octroie une « couverture participative » pour les prêts (crédits classiques d'investissement) accordés par l'Etablissement de Crédit, dans les limites, aux conditions et suivant les modalités arrêtées par la présente convention.

Art. 2. Peuvent seules bénéficier de la couverture du Fonds pour les prêts professionnels qui leur sont accordés, les P.M.E. qui, au moment de la demande de prêt :

(1) répondent à la définition de la P.M.E. inscrite dans l'article 2, 1^o, de la loi programme pour la promotion de l'entreprise indépendante (*Moniteur belge* du 21 février 1998, p. 4889);

(2) n'exercent leur entreprise que depuis moins de cinq ans;

(3) ont leur siège administratif et leur siège d'exploitation principal en Belgique.

Si l'activité professionnelle pour laquelle le prêt est demandé est exercée par un travailleur indépendant au sens de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants du 27 juillet 1967 (1), ce travailleur indépendant doit:

(1) exercer cette activité à titre principal;

(2) être assujéti au statut social des travailleurs indépendants depuis moins de cinq ans;

(3) si le Roi les a entre temps déterminées, justifier qu'il satisfait aux conditions en matière de formation permanente déterminées par arrêté royal, après avis du Conseil supérieur des classes moyennes, conformément à l'article 28, § 3, de la loi-programme pour la formation de l'entreprise indépendante du 10 février 1998, modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières;

Si l'activité est exercée par une société créée par un ou plusieurs travailleurs indépendants en vue de l'exercice de leur profession, il faut :

(1) que la majorité des associés ne soit assujéti au statut social des travailleurs indépendants que depuis moins de cinq ans;

(2) s'il y a lieu, que la majorité des associés justifie qu'elle satisfait à la condition énoncée au (3) de l'alinéa précédent.

Art. 3. La couverture du Fonds aux prêts professionnels accordés par l'Etablissement de Crédit aux P.M.E. qui satisfont aux conditions de l'article 2 est subordonnée aux conditions :

(1) que le prêt soit exclusivement destiné à l'entreprise et affecté à l'acquisition d'actifs corporels meubles ou immeubles;

(2) que le prêt accordé n'excède pas cinq millions de francs;

(3) que la durée du prêt n'excède pas quinze ans;

(4) que le taux d'intérêt ne soit pas supérieur au taux de référence (2) du Fonds au moment de l'octroi du prêt;

(5) que le remboursement du prêt s'effectue soit sous la forme de tranches constantes en capital, soit sous la forme de tranches constantes en capital et intérêts cumulés, une franchise d'un an pour le remboursement en capital pouvant toutefois être accordée par l'Etablissement de Crédit;

(6) que le montant cumulé des sûretés additionnelles réelles ou personnelles offertes par le demandeur du prêt et/ou des tiers ne couvre pas plus de 25 % du montant du prêt accordé.

Etant entendu que n'entrent pas en ligne de compte dans ce calcul les sûretés offertes liées directement à l'activité ou aux biens à financer : le gage sur le fonds de commerce, la subrogation dans les droits du vendeur de matériel impayé, l'hypothèque ou le mandat hypothécaire sur un bien immobilier dont le financement partiel ou total fait l'objet du prêt accordé;

Bijlage I

Toekenning van gedeelde risicodekkingen op beroepsleningen

OVEREENKOMST

Tussen het Participatiefonds, openbare instelling opgericht bij wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, met maatschappelijke zetel in Brussel, Bolwerksquare, 1a, vertegenwoordigd door..., hierna het Fonds genaamd,

En..., hierna de Kredietinstelling genaamd,

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Teneinde de markt van de beroepsleningen vlotter toegankelijk te maken voor KMO's, kent het Fonds een "gedeelde risicodekking" toe op de door de Kredietinstelling verleende leningen (klassieke investeringskredieten), overeenkomstig de in deze overeenkomst vastgestelde limieten, voorwaarden en modaliteiten.

Art. 2. Om te kunnen genieten van de dekking van het Fonds voor de hun toegekende beroepsleningen, dienen de KMO's op het ogenblik van de leningsaanvraag uitdrukkelijk de volgende voorwaarden te vervullen:

(1) beantwoorden aan de definitie van KMO zoals bepaald in artikel 2, 1^o, van de programmawet tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1998, p. 4889);

(2) hun ondernemerschap sinds minder dan vijf jaar uitoefenen;

(3) hun administratieve en belangrijkste exploitatiezetel in België hebben.

Indien de beroepsactiviteit waarvoor de lening wordt aangevraagd, wordt uitgeoefend door een zelfstandige in de zin van artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen (1), moet die zelfstandige:

(1) die activiteit uitoefenen in hoofdberoep;

(2) sinds minder dan vijf jaar onderworpen zijn aan het sociaal statuut der zelfstandigen;

(3) indien de Koning ze ondertussen heeft vastgesteld, aantonen dat de zelfstandige beantwoordt aan de voorwaarden inzake permanente vorming zoals bepaald bij koninklijk besluit, na advies van de Hoge Raad voor de Middenstand, overeenkomstig artikel 28, § 3, van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen.

Indien de activiteit wordt uitgeoefend door een vennootschap die is opgericht door één of meer zelfstandigen met het oog op de uitoefening van hun beroep, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn:

(1) de meerderheid van de vennoten mag slechts minder dan vijf jaar onderworpen zijn aan het sociaal statuut der zelfstandigen;

(2) in voorkomend geval dient de meerderheid van de vennoten aan te tonen dat zij beantwoordt aan de voorwaarde omschreven in (3) van het vorige lid.

Art. 3. De dekking van het Fonds voor de door de Kredietinstelling verleende beroepsleningen aan KMO's die voldoen aan de voorwaarden van artikel 2, is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :

(1) de lening mag uitsluitend bestemd zijn voor de onderneming en besteed worden voor de aanschaf van materiële vaste activa, roerend of onroerend;

(2) de toegekende lening mag niet meer dan vijf miljoen frank bedragen;

(3) de duur van de lening mag vijftien jaar niet overschrijden;

(4) de rentevoet mag niet hoger liggen dan de referentievoet (2) van het Fonds op het ogenblik van de toekenning van de lening;

(5) de terugbetaling van de lening moet gebeuren in de vorm van constante kapitaalschijven of in de vorm van gecumuleerde kapitaal- en intrestschijven, waarbij de Kredietinstelling evenwel een vrijstelling van één jaar mag verlenen voor de kapitaalsaflossing;

(6) het gecumuleerde bedrag van de aanvullende persoonlijke of zakelijke zekerheden die door de leningaanvrager en/of derden worden aangeboden, mag niet meer dan 25 % van het toegekende leningsbedrag dekken.

Hierbij mag in deze berekening geen rekening worden gehouden met de aangeboden zekerheden die rechtstreeks verbonden zijn met de activiteit of de goederen die moeten gefinancierd worden: het pand op het handelsfonds, de subrogatie in de rechten van de verkoper van onbetaald materiaal en de hypotheek of het hypothecaire mandaat op een onroerend goed waarvan de gedeeltelijke of volledige financiering het voorwerp uitmaakt van de toegekende lening;

(7) que le prêt accordé soit individualisé de telle sorte qu'il ne puisse constituer une avance consentie dans le cadre d'une ligne de crédit à durée indéterminée;

(8) que le demandeur du prêt ne bénéficie pas par ailleurs, à quel que titre que ce soit, d'une autre intervention du Fonds, sous forme de prêt(s) ou de couverture(s) participative(s) sur prêts professionnels;

(9) que le demandeur du prêt :

— soit en ordre en matière d'accès à la profession exercée;

— dispose des autorisations d'exploiter prescrites en raison de l'activité exercée;

— n'ait pas fait l'objet d'une condamnation antérieure pour faute professionnelle;

— n'ait pas fait l'objet de protêts dans les cinq dernières années;

— étaye son projet par un plan financier vérifié par un expert-comptable, un comptable ou un réviseur, le cas échéant moyennant usage du « pro deo comptable » organisé par la Loi, soit par un expert financier de l'Etablissement de Crédit, soit par les services spécifiques d'une organisation d'aide à la création de PME agréée;

— ne soit pas bénéficiaire de prêts et/ou crédits octroyés antérieurement par l'Etablissement de Crédit dont une ou plusieurs échéances en capital ou intérêt sont en retard de plus de 6 mois;

— ne se trouve pas sous le coup des articles 103 et 104 des lois sur les sociétés commerciales (accumulation de pertes reportées/insuffisance de fonds propres);

— ne présente pas de retard de paiement à l'ONSS supérieur à un trimestre de cotisations.

Art. 4. L'Etablissement de Crédit vérifie lui-même, sous sa responsabilité, sans intervention du FONDS et sans devoir lui en référer, nonobstant l'article 4 dernier alinéa, si les conditions d'octroi du prêt avec la couverture du Fonds visées à l'article 3 sont réunies. Quant à la condition (7) de l'article 3 ci-dessus, une déclaration écrite du demandeur de prêt sera suffisante.

Les décisions d'octroi de prêt, avec la couverture du Fonds, doivent être prises par l'Etablissement de Crédit conformément aux critères de la meilleure pratique professionnelle en la matière. Toute infraction aux conditions visées à l'article 3 et tout manquement grave à cette disposition auront pour conséquence de désengager le Fonds pour le(s) dossier(s) concerné(s).

Lorsqu'il octroie un prêt avec la couverture du Fonds, l'Etablissement de Crédit le lui notifie dans les cinq jours ouvrables après acceptation de la proposition de prêt par le bénéficiaire et lui adresse dans le même délai :

(1) une copie signée par le demandeur de prêt de l'acte par lequel le prêt a été accordé et de ses annexes, la lettre de crédit faisant mention de l'octroi de la couverture participative par le Fonds;

(2) la justification de la réunion dans le chef du demandeur de prêt des conditions requises pour bénéficier de la couverture du Fonds, au moyen de la fiche-décision dont le modèle est établi par le Fonds.

Art. 5. Si le Fonds constate qu'il n'est pas justifié à suffisance de la réunion de toutes et chacune des conditions auxquelles l'octroi de sa couverture est soumis, il le notifie à l'Etablissement de Crédit dans un délai de trente jours civils. Sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 12 ci-après, L'Etablissement de Crédit dispose alors d'un délai de trente jours civils pour fournir toutes données complémentaires utiles justifiant de la réunion des conditions requises.

Art. 6. L'Etablissement de Crédit décide seul et sous sa responsabilité, sans intervention du Fonds et sans devoir lui en référer préalablement, de la dénonciation éventuelle avant l'expiration du terme convenu, des prêts qui bénéficient de la couverture du Fonds qu'il a octroyés.

Lorsqu'il fait usage de cette faculté et dénonce un tel prêt, l'Etablissement de Crédit le notifie dans les 48 heures au Fonds et lui adresse une copie de la lettre de dénonciation.

Seuls les prêts dénoncés par l'Etablissement de Crédit avant l'échéance fixée dans la lettre de crédit pour le dernier remboursement en capital du prêt, et pour autant qu'un délai maximum de sept ans à dater

(7) de toegekende lening moet geïndividualiseerd worden, zodat zij geen voorschot kan vormen, toegekend in het kader van een kredietlijn op onbepaalde duur;

(8) de leningaanvrager mag overigens om geen enkele reden een andere financiële tegemoetkoming vanwege het Fonds genieten, in de vorm van lening(en) of gedeelde risicodekking(en) op beroepsleningen.

(9) de leningaanvrager:

— moet in orde zijn op het vlak van toegang tot het uitgeoefende beroep;

— moet beschikken over de exploitatievergunningen voor het uitgeoefende beroep;

— mag geen vroegere veroordeling hebben voor beroepsfout;

— mag de afgelopen vijf jaar geen protesten hebben;

— moet zijn project staven met een financieel plan dat werd geverifieerd door een accountant, erkend boekhouder of bedrijfsrevisor, desgevallend mits een beroep te doen op een door de wet georganiseerde "pro Deo" op het vlak van boekhouding, hetzij door een financieel expert van de Kredietinstelling, hetzij door de specifieke diensten van een hulporganisatie voor de oprichting van een erkende KMO;

— mag geen begunstigde zijn van leningen en/of kredieten die vroeger door de Kredietinstelling werden toegekend, met een achterstand van meer dan 6 maand voor één of meer kapitaals- of intrestvervaldagen;

— mag niet onder de dreiging staan van artikelen 103 en 104 van de wetten op de handelsvennootschappen (accumulatie van overgedragen verliezen/onvoldoende eigen middelen);

— mag geen nalatige betalingen hebben voor de bijdragen aan de RSZ van meer dan een kwartaal.

Art. 4. De Kredietinstelling gaat zelf op eigen verantwoordelijkheid na, zonder tussenkomst vanwege het Fonds en zonder het eerst op de hoogte te moeten brengen, niettegenstaande artikel 4, laatste lid, of de voorwaarden voor de toekenning van de lening met dekking van het Fonds als bedoeld in artikel 3 vervuld zijn. Wat voorwaarde (8) van voormeld artikel 3 betreft, volstaat een schriftelijke verklaring van de leningaanvrager.

De beslissingen inzake toekenning van de lening, met dekking van het Fonds, dienen te worden genomen door de Kredietinstelling overeenkomstig de criteria m.b.t. de beste professionele praktijk terzake. Elke inbreuk op de in artikel 3 bepaalde voorwaarden en elke ernstige overtreding op deze bepaling zullen ertoe leiden dat het Fonds ontslagen wordt van de verplichtingen m.b.t. het(de) betrokken dossier(s).

Indien zij een lening toekent met de dekking van het Fonds, brengt de Kredietinstelling het Fonds daarvan op de hoogte binnen de vijf werkdagen volgend op de aanvaarding van het leningvoorstel door de begunstigde en stuurt zij binnen dezelfde termijn de volgende stukken door:

(1) een door de leningaanvrager getekende kopie van de akte van leningstoekenning en de bijlagen erbij, de kredietbrief met vermelding van de toekenning van de gedeelde risicodekking door het Fonds;

(2) de rechtvaardiging die bevestigt dat de leningaanvrager beantwoordt aan de voorwaarden voor het verlenen van de dekking van het Fonds, d.m.v. de beslissingsfiche waarvan het typedocument zal worden opgesteld door het Fonds.

Art. 5. Indien het Fonds vaststelt dat onvoldoende is aangetoond dat elk van de voorwaarden voor de toekenning van zijn dekking is vervuld, brengt het dit binnen de dertig kalenderdagen ter kennis van de Kredietinstelling. Onverminderd de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 12 infra, beschikt de Kredietinstelling vervolgens over dertig kalenderdagen om alle bijkomende gegevens te verstrekken die kunnen bewijzen dat voldaan werd aan alle vereiste voorwaarden.

Art. 6. De Kredietinstelling beslist alleen en op eigen verantwoordelijkheid, zonder tussenkomst vanwege het Fonds en zonder het eerst op de hoogte te moeten brengen, over de mogelijke opzegging vóór het einde van de overeengekomen termijn, van de leningen die zij heeft toegekend en die de dekking van het Fonds genieten.

Indien zij gebruik heeft gemaakt van die mogelijkheid en een dergelijke lening opzegt, verwittigt de Kredietinstelling het Fonds binnen de 48 uur en stuurt zij het een kopie van de opzeggingsbrief.

Enkel voor de leningen die door de Kredietinstelling worden opgezegd vóór de in de kredietbrief vastgestelde vervaldag m.b.t. de laatste kapitaalsaflossing van de lening, en voor zover er geen

de la signature de la lettre de crédit ne soit pas écoulé, pourront faire l'objet d'un appel éventuel à la couverture du Fonds selon les dispositions de l'article 7 ci-après.

Art. 7. S'il dénonce le prêt ou lorsque celui-ci arrive à son terme, l'Etablissement de Crédit mettra tout en oeuvre, notamment :

(1) par l'appel aux sûretés personnelles et la réalisation des sûretés réelles auxquelles l'octroi de prêt était soumis;

(2) par la réalisation des actifs du demandeur du prêt;

(3) par la déclaration de créance à la faillite s'il échet, etc...,

en vue d'obtenir le remboursement du montant restant éventuellement dû.

Si après épuisement des voies d'exécution susceptibles d'être exercées contre le bénéficiaire du prêt et les garanties personnelles et réelles fournies, un solde impayé reste dû, le Fonds l'apurera à la décharge du bénéficiaire du prêt à concurrence de la moitié de ce qui reste dû en principal, le solde du débit de compte restant à charge de l'Etablissement de Crédit étant entendu que ce dernier s'interdit expressément d'en réclamer le paiement et/ou d'en poursuivre la récupération de quelque manière que ce soit à charge du bénéficiaire du prêt et/ou de ses garanties personnelles telles que les cautions.

Toute proposition de transaction avec le bénéficiaire du prêt devra avoir obtenu l'accord préalable du Fonds.

Le montant auquel le Fonds sera tenu en exécution de sa couverture participative ne pourra jamais excéder la somme d'un million cinq cent mille francs.

La déclaration de créance de l'Etablissement de Crédit à l'égard du Fonds, ainsi que le rapport relatif à la dénonciation du prêt et à la récupération effectuée par le premier cité des sommes dues par le bénéficiaire du prêt, sont établis selon un modèle-type déterminé par le Fonds.

Art. 8. Le montant global des prêts que l'Etablissement de Crédit pourra accorder avec la couverture du Fonds sera déterminé par ce dernier pour chaque année civile; il sera notifié à l'Etablissement de Crédit au plus tard le 31 octobre de chaque année pour l'année suivante.

Pour une première période de deux années civiles courant du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2000, ce montant global sera toutefois notifié par le Fonds avant le 31 décembre 1998.

Art. 9. Il sera dû au Fonds par le demandeur de prêt une prime unique.

Cette prime sera de 2 % du montant de la couverture accordée par le Fonds plafonné à un million cinq cent mille francs.

L'Etablissement de Crédit se charge de réclamer la prime à l'intéressé, de la percevoir au moment de l'octroi du crédit et d'en faire tenir le jour même le montant au Fonds.

Chaque paiement est effectué sur un compte bancaire ouvert au nom du FONDS, dont le numéro est communiqué par ce dernier à l'Etablissement de Crédit, et est accompagné d'une communication structurée dont les caractéristiques sont fixées par le Fonds.

Art. 10. La présente convention est soumise au Règlement général fixant les modalités du contrôle financier, économique et technique sur les établissements de crédit et sur les bénéficiaires des interventions du Fonds, établi en exécution de l'article 28, § 2, de la loi-programme pour la promotion de l'entreprise indépendante du 10 février 1998.

Les parties s'engagent expressément et irrévocablement à traiter de manière strictement confidentielle les données personnelles, financières et autres relatives aux clients, et de ne les transmettre en aucun cas à des tiers — hormis l'opérateur central du FONDS pour ses seuls besoins relatifs à la comptabilisation des couvertures et des paiements — sauf en cas d'obligation légale bien définie.

Art. 11. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, révocable en tout temps par les parties par lettre recommandée, moyennant préavis d'un mois courant à dater de l'envoi de la lettre de renonciation.

Les parties seront cependant tenues de continuer les opérations pour lesquelles une décision d'octroi de prêt par l'Etablissement de Crédit est intervenue avant l'expiration du préavis. Après celui-ci, les parties

maximumtermijn van zeven jaar vanaf de ondertekening van de kredietbrief voorbijgegaan is, kan eventueel een beroep gedaan worden op de dekking van het Fonds overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 infra.

Art. 7. Indien de Kredietinstelling de lening opzegt, alsook bij afloop van de lening, zal zij alle nodige maatregelen nemen, in het bijzonder :

(1) door een beroep te doen op de persoonlijke zekerheden en de tegeldemaking van de zakelijke zekerheden waaraan de toekenning van de lening was onderworpen;

(2) door de realisatie van de activa van de leningaanvrager;

(3) In voorkomend geval, door de verklaring van schuldvordering bij faillissement, enz...

teneinde de terugbetaling van het eventuele schuldsaldo te bekomen.

Indien, na uitputting van de uitvoeringsmiddelen die kunnen worden ingeroepen tegen de begunstigde van de lening en de ingebrachte persoonlijke en zakelijke waarborgen, er een onbetaald schuldsaldo blijft, zal het Fonds dit aanzuiveren, ter ontlasting van de begunstigde van de lening ten belope van de helft van de nog verschuldigde hoofdsom, waarbij het overblijvende debetsaldo van de rekening ten laste van de Kredietinstelling blijft, met dien verstande dat die er uitdrukkelijk van afziet om de betaling ervan te eisen en/of de recuperatie ervan op enige manier voort te zetten, ongeacht of dit ten laste van de leningaanvrager is en/of van zijn persoonlijke waarborgen, zoals de borgen.

Elk dadingsvoorstel met de begunstigde van de lening moet eerst goedgekeurd worden door het Fonds.

Het bedrag dat het Fonds dient te betalen ingevolge zijn gedeelde risicodekking kan in geen geval één miljoen vijfhonderdduizend frank overschrijden.

De aangifte van schuldvordering van de Kredietinstelling ten aanzien van het Fonds, evenals het verslag m.b.t. de opzegging van de lening en de recuperatie door de Kredietinstelling van de door de begunstigde van de lening verschuldigde bedragen worden opgesteld op basis van een door het Fonds gerealiseerd typedocument.

Art. 8. Het totale bedrag van de leningen die de Kredietinstelling kan toekennen met de dekking van het Fonds, zal voor ieder kalenderjaar worden vastgesteld door het Fonds; dit bedrag zal ten laatste op 31 oktober van elk jaar worden meegedeeld aan de Kredietinstelling, met betrekking tot het daaropvolgende jaar.

Voor een eerste periode van twee kalenderjaren vanaf 1 januari 1999 tot 31 december 2000 zal dit totale bedrag evenwel door het Fonds worden meegedeeld vóór 31 december 1998.

Art. 9. De leningaanvrager is aan het Fonds een eenmalige premie verschuldigd.

Die premie zal 2 % bedragen van het bedrag van de door het Fonds toegekende dekking, met een plafond van één miljoen vijfhonderdduizend frank.

De Kredietinstelling zal de premie invorderen bij de betrokkene, ze innen op het ogenblik van de krediettoekenning en het bedrag dezelfde dag nog doorstorten aan het Fonds.

Elke betaling wordt uitgevoerd op een bankrekening die wordt geopend op naam van het Fonds, waarvan het nummer door dit laatste wordt meegedeeld aan de Kredietinstelling, en wordt voorzien van een gestructureerde mededeling waarvan de kenmerken worden vastgesteld door het Fonds.

Art. 10. Deze overeenkomst is onderworpen aan het Algemeen Reglement tot vaststelling van de modaliteiten inzake financiële, economische en technische controle van de kredietinstellingen en begunstigten van financiële tegemoetkomingen vanwege het Fonds, dat is opgesteld ingevolge artikel 28, § 2, van de programmwet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap.

De partijen verbinden er zich uitdrukkelijk en onherroepelijk toe om de persoonlijke, financiële en andere gegevens betreffende de cliënt op strikt vertrouwelijke wijze te behandelen, en ze in geen geval door te geven aan derden — met uitzondering van de centrale operateur van het Fonds die ze enkel zal gebruiken voor de boekhoudkundige verwerking van de dekkingen en betalingen — tenzij een wettelijke verplichting dit duidelijk anders bepaalt.

Art. 11. Deze overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur; zij kan op ieder ogenblik worden herroepen door de partijen bij aangetekende brief, mits voorafgaande kennisgeving van één maand vanaf de datum van verzending van de opzeggingsbrief.

De partijen verbinden er zich evenwel toe de verrichtingen voort te zetten waarvoor de Kredietinstelling een beslissing tot toekenning van de lening heeft genomen vóór het einde van de opzeggingstermijn. Na

continuent à remplir pour ces opérations les obligations de la présente convention, et notamment celles décrites aux articles 3 à 10.

Art. 12. En cas de manquement grave ou répété de L'Etablissement de Crédit à une ou plusieurs de ses obligations découlant du présent contrat, le Fonds pourra immédiatement mettre fin à la présente convention moyennant communication de sa décision par lettre recommandée.

Les parties seront cependant tenues de continuer les opérations pour lesquelles une décision d'octroi de prêt par l'Etablissement de Crédit est intervenue avant la notification de la décision du FONDS. Après celle-ci, les parties continuent à remplir pour ces opérations les obligations de la présente convention, et notamment celles décrites aux articles 3 à 11.

En cas de litige, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires originaux, chaque soussigné ayant reçu le sien, le.....

Le Fonds, L'Etablissement de Crédit,
Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Notes

(1) "Le présent arrêté entend par travailleur indépendant toute personne physique qui exerce en Belgique une activité professionnelle en raison de laquelle elle n'est pas engagée dans les liens d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'un statut."

(2) Par taux de référence, il y a lieu d'entendre "le prime rate des banques belges ("BEPR") applicable à des crédits de même durée, augmenté de 1 % l'an". Pour les prêts d'une durée supérieure à dix ans, l'application par l'Etablissement de Crédit d'un taux supérieur au taux de référence du Fonds devra préalablement être approuvée par ce dernier.

Annexe II

Règlement général fixant les modalités du contrôle financier, économique et technique sur les établissements de crédit et sur les bénéficiaires des interventions du Fonds

1. Les établissements de crédit ayant signé avec le Fonds de participation une convention relative à l'octroi de couvertures participatives sur prêts professionnels (Loi programme pour la promotion de l'entreprise indépendante du 10 février 1998) sont soumis au contrôle du Fonds de participation tant que toutes les opérations relatives aux prêts professionnels pour lesquels un octroi de couverture a été effectué ne sont pas définitivement clôturées.

2. Le contrôle est effectué par les experts du Fonds de participation selon les modalités suivantes :

— le Fonds de participation détermine le rythme des contrôles effectués; en principe, un contrôle annuel sera exercé dans chaque établissement de crédit concerné;

— toute visite de contrôle sera notifiée par écrit par le Fonds à l'Etablissement de crédit avec un préavis de 15 jours ouvrables;

— le contrôle sera effectué dans les locaux de l'Etablissement de crédit, au siège d'exploitation où les dossiers de prêts faisant l'objet de l'octroi d'une couverture du Fonds sont consultables;

— l'établissement de crédit veillera à faciliter la mission des experts du Fonds pendant toute la durée de celle-ci, notamment par la désignation d'une personne de contact, ainsi que par la mise à disposition d'un local adapté au travail de contrôle;

afloop van die termijn blijven de partijen voor die verrichtingen de verplichtingen van deze overeenkomst nakomen, meer in het bijzonder de verplichtingen die voortvloeien uit de artikelen 3 tot 10.

Art. 12. Bij ernstig of herhaald verzuim vanwege de Kredietinstelling van één of meer verplichtingen die voortvloeien uit dit contract, kan het Fonds deze overeenkomst onmiddellijk stopzetten mits kennisgeving van zijn beslissing bij aangetekende brief.

De partijen verbinden er zich evenwel toe de verrichtingen voort te zetten waarvoor de Kredietinstelling een beslissing tot toekenning van de lening heeft genomen vóór de kennisgeving van de beslissing van het Fonds. Na die kennisgeving blijven de partijen voor die verrichtingen de verplichtingen van deze overeenkomst nakomen, meer in het bijzonder de verplichtingen die voortvloeien uit de artikelen 3 tot 11.

Elk geschil valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt in Brussel, in twee originele exemplaren, waarbij elke ondergetekende het zijne heeft ontvangen, op.....

Het Fonds, De Kredietinstelling,
Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Nota's

(1) "Dit besluit, verstaat onder zelfstandige ieder natuurlijk persoon, die in België een beroepsbezigheid uitoefent uit hoofde waarvan hij niet door een arbeidsovereenkomst of door een statuut verbonden is."

(2) Onder referentierentevoet moet begrepen worden "de prime rate van de Belgische banken ("BEPR") van toepassing op kredieten met eenzelfde duur, verhoogd met 1 % per jaar". Voor de leningen met een duur hoger dan tien jaar moet de toepassing door de Kredietinstelling van een rentevoet die hoger is dan de referentierentevoet van het Fonds eerst door dit laatste goedgekeurd worden.

Bijlage II

Algemeen reglement tot vaststelling van de modaliteiten inzake financiële, economische en technische controle van de kredietinstellingen en begunstigen van financiële tegemoetkomingen van het Fonds

1. De kredietinstellingen die met het Participatiefonds een overeenkomst hebben ondertekend m.b.t. de toekenning van gedeelde risicodekkingen op beroepsleningen (programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap) zijn onderworpen aan de controle van het Participatiefonds zolang alle verrichtingen m.b.t. beroepsleningen waarvoor een dekking werd toegekend niet definitief zijn afgesloten.

2. De controle wordt uitgeoefend door de experts van het Participatiefonds op basis van de volgende modaliteiten:

— het Participatiefonds bepaalt het ritme van de uitgeoefende controles; in principe zal jaarlijks in elke betrokken kredietinstelling een controle worden uitgeoefend;

— elk controlebezoek zal door het Fonds schriftelijk 15 werkdagen op voorhand worden meegedeeld aan de kredietinstelling;

— de controle zal worden uitgeoefend in de kantoren van de kredietinstelling, in de exploitatiezetel waar de leningdossiers waarvoor een dekking werd toegekend door het Fonds kunnen ingekeken worden;

— de kredietinstelling zal alles in het werk stellen om de taak van de experts van het Fonds tijdens haar volledige duur te verlichten, in het bijzonder door een contactpersoon aan te duiden en een lokaal ter beschikking te stellen dat geschikt is voor het controlewerk;

— les experts du Fonds auront accès à l'ensemble des pièces du dossier de prêt ayant fait l'objet de l'intervention du Fonds; ils auront la possibilité d'interroger le gestionnaire du dossier (ou à défaut un autre représentant qualifié de l'établissement de crédit) à son propos.

3. Sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de la convention relative à l'octroi de couvertures participatives sur prêts professionnels, et notamment de son article 12, le Fonds adressera un rapport succinct d'évaluation à l'établissement de crédit dans les 30 jours civils suivant le contrôle, contenant ses remarques et/ou des recommandations ad hoc. Ensuite, l'établissement de crédit fera part de ses propositions et commentaires au Fonds dans les deux mois.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

— de experts van het Fonds zullen toegang hebben tot alle stukken van het leningdossier waarvoor het Fonds een financiële tegemoetkoming heeft verleend; zij zullen in dit verband de mogelijkheid hebben de dossierbeheerder (of bij ontstentenis een andere geschikte vertegenwoordiger van de kredietinstelling) te ondervragen.

3. Onverminderd de eventuele toepassing van de bepalingen van de overeenkomst m.b.t. de toekenning van gedeelde risicodekkingen op beroepsleningen en meer in het bijzonder van haar artikel 12, zal het Fonds binnen de 30 kalenderdagen volgend op de controle een beknopt evaluatieverslag sturen met zijn opmerkingen en/of de ad-hoc-aanbevelingen. Vervolgens zal de kredietinstelling haar voorstellen en commentaren binnen de twee maanden aan het Fonds meedelen.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

K. PINXTEN

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

F. 99 — 342

[C - 99/16014]

10 JANVIER 1999. — Arrêté royal établissant la cotisation obligatoire à charge des armateurs de bateaux de pêche belges, en vue d'alimenter le Fonds des mousses en 1999

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, notamment l'article 3, modifiée par les lois des 20 novembre 1974 et 13 août 1990 et par l'arrêté royal du 17 mars 1993;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1975 réglant la composition et le fonctionnement du Fonds des mousses, notamment l'article 14 et l'article 15, modifié par les arrêtés royaux des 29 mai 1979, 30 juillet 1981 et 8 juillet 1992;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1996 composant le Conseil du Fonds des mousses, modifié par l'arrêté royal du 29 mai 1997;

Vu l'avis du Conseil du Fonds des mousses, donné à sa séance du 23 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure relative à la cotisation obligatoire à charge des armateurs résulte de l'obligation d'assurer la continuité du fonctionnement du Fonds des mousses en 1999;

N. 99 — 342

[C - 99/16014]

10 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de verplichte bijdrage van de reders van Belgische vissersvaartuigen, tot spijzing van het Fonds voor Scheepsjongens in 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 september 1931 betreffende de aanwerving van personeel ter zeevisserij, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 20 november 1974 en 13 augustus 1990 en bij het koninklijk besluit van 17 maart 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1975 tot regeling van de samenstelling en werkwijze van het Fonds voor Scheepsjongens, inzonderheid op artikel 14 en artikel 15, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 mei 1979, 30 juli 1981 en 8 juli 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 maart 1996 houdende samenstelling van de Raad van het Fonds voor Scheepsjongens, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 mei 1997;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor Scheepsjongens, uitgebracht in zijn zitting van 23 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld een maatregel inzake de verplichte bijdrage ten laste van de reders te nemen voortvloeit uit de verplichting om de continuïteit van de werking van het Fonds voor Scheepsjongens te verzekeren in 1999;